



## PROCÈS-VERBAL DÉTAILLÉ SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL du 3 JUILLET 2023

### **Le trois juillet deux mille vingt trois**

Le conseil municipal de la commune de MORNANT (Rhône) s'est réuni, salle du conseil municipal, après convocation légale en date du vingt-six juin 2023.

Début de la séance : 20h04

**Membres présents :** Renaud PFEFFER - Pascale CHAPOT –Loïc BIOT - Dorothée RODRIGUES - Patrick BERRET - Pascale DANIEL – Jean-François FONTROBERT- Virginie PRIVAS-BREAUTE - Gaël DOUARD – Jean-Marc MACHON - Anne-Catherine VALETTE - Julie GUINAND-BOIRON - Sophie PIVOT –Sébastien PONCET - Alain DUTEL - Véronique ZIMMERMANN – Patricia BONNET-GONNET - Anne-Laurence OLTRA – Serge CAFIERO - Jocelyne TACCHINI– Raphaëlle GUERIAUD - Anne BLANCHET –Laure PIQUERAS

### **Membres excusés et représentés :**

Arnaud BREJOT a donné pouvoir à Dorothée RODRIGUES

Dylan MAYOR a donné pouvoir à Monsieur le Maire

Christian CECILLON a donné pouvoir à Véronique ZIMMERMANN

Dominique HAZOUARD a donné pouvoir à Patricia BONNET-GONNET

Fatira RULLIERE a donné pouvoir à Anne BLANCHET

**Membres absents :** Véronique MERLE

**Président de séance :** Renaud PFEFFER

**Secrétaire de séance :** Patricia BONNET GONNET

### **Nombre de conseillers**

**En exercice :** 29

**Présents :** 23

**Votants :** 28

Il est procédé à l'appel nominal et à l'approbation à l'unanimité du PV du Conseil Municipal du 22 mai 2023.

Il est désigné Patricia BONNET GONNET, Conseillère municipale délégué au Maire comme secrétaire de séance.

Monsieur le Maire lit le communiqué de l'AMF sur la sécurité des élus et le retour au pacte républicain.

Les questions inscrites à l'ordre du jour sont ensuite examinées.

## ADMINISTRATION GENERALE

### **Délibération n° 43/23 : Délibération du Conseil Municipal pour une transparence sur la pollution au PFAS**

Renaud PFEFFER, Maire présente le rapport.

Il est exposé que à la suite d'une alerte lancée il y a plusieurs mois par différents médias sur une possible pollution aux perfluorés aux abords des entreprises ARKEMA et DAIKIN sur la commune de Pierre-Bénite, des investigations ont été menées par les services de l'État et par les communes pour appréhender la gravité de la situation. Les résultats montrent des taux élevés de PFAS dans les sols, dans l'eau et probablement dans l'air. Cette pollution a aussi été retrouvée dans un certain nombre de communes du Sud de Lyon.

Aussi, la Préfecture, sur la base des analyses réalisées par l'ARS a fait valoir le principe de précaution en déconseillant la consommation des œufs produits sur le territoire de 17 de ces communes.

Face à la méconnaissance des conséquences sanitaires de cette contamination des sols et de l'eau voire de l'air, les habitants des communes impactées s'interrogent.

Afin de répondre aux préoccupations des habitants et d'assurer leur sécurité, il est nécessaire de mettre rapidement en place un plan d'action qui doit être discuté avec le collectif des communes concernées.

Il est ainsi proposé de s'associer aux communes du Sud de Lyon en demandant à l'État et à son représentant, la Préfète de Région :

- Une transparence totale vis-à-vis des populations sur les risques encourus, en particulier liés à la consommation d'eau potable et de produits alimentaires ;
- Une surveillance régulière de l'eau potable, analyses à l'appui ;
- Un soutien aux études d'imprégnations ;
- Un accompagnement des collectivités faisant face aux conséquences des pollutions sur l'approvisionnement en eau potable ;
- Un soutien financier aux communes pour mener des analyses de sol, de l'air et de l'eau ;
- Une prise en charge de la dépollution des sols et des nappes phréatiques ;
- Une obligation de l'industriel à soutenir financièrement les différentes actions de surveillance, d'analyse ou de dépollution sur le principe du « pollueur-payeur ».

Parallèlement, la commune de Mornant va engager prochainement une action collective avec les autres communes de son territoire du Sud Lyonnais afin d'établir les responsabilités de chaque acteur pour réparer le préjudice environnemental et sanitaire. Une plainte commune sera déposée auprès du Procureur de la République.

Monsieur le Maire est questionné sur les précisions suivantes : pas de test sur les œufs issus de la commune ni sur l'eau mais des tests sont faits par le MIMO et le SYSEG sur la qualité de l'eau.



Renaud PFEFFER, Maire invite le Conseil Municipal à mettre en place le plan d'action avec les autres communes du sud de Lyon, et notamment la commune de Pierre-Bénite, sur la problématique de pollution aux PFAS afin d'obtenir une totale transparence et engager une action collective afin d'établir les responsabilités de chaque acteur pour réparer le préjudice environnemental et sanitaire auprès du Procureur de la République.

**Délibération adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.**

### **Délibération n° 44/23 : Désignation du référent déontologue des élus du Centre**

Renaud PFEFFER, Maire présente le rapport.

Il est exposé que, conformément à l'article L.1111-1-1 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), les élus membres du conseil municipal de Mornant doivent exercer leur mandat dans le respect des principes déontologiques consacrés par la charte de l' élu local.

Cette charte fixe les sept principes déontologiques qu'un élu local doit respecter :

1. L' élu local exerce ses fonctions avec impartialité, diligence, dignité, probité et intégrité.
2. Dans l'exercice de son mandat, l' élu local poursuit le seul intérêt général, à l'exclusion de tout intérêt qui lui soit personnel, directement ou indirectement, ou de tout autre intérêt particulier.
3. L' élu local veille à prévenir ou à faire cesser immédiatement tout conflit d'intérêts. Lorsque ses intérêts personnels sont en cause dans les affaires soumises à l'organe délibérant dont il est membre, l' élu local s'engage à les faire connaître avant le débat et le vote.
4. L' élu local s'engage à ne pas utiliser les ressources et les moyens mis à sa disposition pour l'exercice de son mandat ou de ses fonctions à d'autres fins.
5. Dans l'exercice de ses fonctions, l' élu local s'abstient de prendre des mesures lui accordant un avantage personnel ou professionnel futur après la cessation de son mandat et de ses fonctions.
6. L' élu local participe avec assiduité aux réunions de l'organe délibérant et des instances au sein desquelles il a été désigné.
7. Issu du suffrage universel, l' élu local est et reste responsable de ses actes pour la durée de son mandat devant l'ensemble des citoyens de la collectivité territoriale, à qui il rend compte des actes et décisions pris dans le cadre de ses fonctions.

Le même article prévoit que tout élu local peut consulter un référent déontologue chargé de lui apporter tout conseil utile au respect de ces principes déontologiques.

Les règles relatives à la désignation de ce référent ont été précisées dans le décret n°2022-1520 du 6 décembre 2022 relatif au référent déontologue de l' élu local.

Les missions de référent déontologue doivent être exercées en toute indépendance et impartialité par des personnes choisies en raison de leur expérience et de leurs compétences.

Il est ainsi proposé à compter du 1<sup>er</sup> juin 2023, de désigner un référent déontologue pour le conseil municipal de Mornant.

Le cdg69 a déjà institué la fonction de référent déontologue des agents, assurée par Élise UNTERMAIER-KERLEO qui dispose de toutes les qualités et compétences requises pour exercer cette mission. En outre, le référent déontologue dispose des outils mis à disposition par le cdg69 permettant une saisine confidentielle des demandes, un traitement des questions dans le respect des principes de déontologie et un suivi quantitatif et qualitatif de son activité



Le cdg69 propose donc aux collectivités, groupements de collectivités et syndicats mixtes qui le souhaitent de pouvoir désigner le référent déontologue des agents du cdg69 comme référent déontologue pour leurs élus.

La mission sera financée par la cotisation additionnelle à la cotisation obligatoire versée au cdg69.

Renaud PFEFFER, Maire invite le conseil municipal à désigner le référent déontologue du cdg69 comme référent déontologue des élus locaux de la commune de Mornant et confier au cdg69 le soin de mettre à disposition du référent tous les outils nécessaires à la saisine et au traitement des questions dans des conditions visant à garantir la confidentialité nécessaire de même que la rémunération du référent déontologue sera assurée par le cdg69 dans le cadre de la cotisation additionnelle à la cotisation obligatoire versée au cdg69.

**Délibération adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.**

## **COMMISSION FINANCES – RESSOURCES ET MOYENS GÉNÉRAUX**

### **Délibération n° 45/23 : Adoption de la nomenclature comptable et budgétaire M57**

Pascale DANIEL, Adjointe au Maire présente le rapport.

Il est exposé que la nomenclature budgétaire et comptable M57 est l'instruction la plus récente, du secteur public local. Instaurée au 1er janvier 2015 dans le cadre de la création des métropoles, le référentiel M57 présente la particularité de pouvoir être appliqué par toutes les catégories de collectivités territoriales (régions, départements, établissements publics de coopération intercommunale et communes). Il reprend les éléments communs aux cadres communal, départemental et régional existants et, lorsque des divergences apparaissent, retient plus spécialement les dispositions applicables aux régions.

Le référentiel M57 étend à toutes les collectivités les règles budgétaires assouplies dont bénéficient déjà les régions offrant une plus grande marge de manœuvre aux gestionnaires.

Ainsi :

- En matière de gestion pluriannuelle des crédits : définition des autorisations de programme et des autorisations d'engagement, adoption d'un règlement budgétaire et financier pour la durée du mandat, vote d'autorisations de programme et d'autorisations d'engagement lors de l'adoption du budget, présentation du bilan de la gestion pluriannuelle lors du vote du compte administratif ;
- En matière de fongibilité des crédits : faculté pour l'organe délibérant de déléguer à l'exécutif la possibilité de procéder à des mouvements de crédits entre chapitres (dans la limite de 7,5 % des dépenses réelles de chacune des sections, et à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel) ;
- En matière de gestion des crédits pour dépenses imprévues : vote par l'organe délibérant d'autorisations de programme et d'autorisations d'engagement de dépenses imprévues dans la limite de 2 % des dépenses réelles de chacune des sections.

Une généralisation de la M57 à toutes les catégories de collectivités locales est programmée au 1<sup>er</sup> janvier 2024.



Il est ainsi proposé que le périmètre de cette nouvelle norme comptable soit celle du budget principal par de la commune, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024.

Renaud PFEFFER, Maire, invite le conseil municipal à autoriser le changement de nomenclature budgétaire et comptable du budget de la ville de Mornant à partir de l'exercice 2024.

**Délibération adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.**

**Délibération n° 46/23 : Garantie d'emprunt – Groupe Vilogia, Parc Saint Charles – Avenue de Verdun**

Pascale DANIEL, Adjointe au Maire présente le rapport.

Il est exposé que le groupe VILOGIA, situé à LYON a réalisé Parc Saint Charles, avenue de Verdun un ensemble immobilier comprenant 11 PLUS, 10 PLAI et 20 PLS.

Par courrier en date du 9 mai 2023, le groupe VILOGIA a sollicité la commune pour obtenir une garantie à hauteur de 50 % du total des prêts souscrits pour financer cette opération d'un montant de 5 619 910 €.

Il est ainsi proposé d'accorder la garantie de la commune de Mornant à hauteur de 50 % sur les prêts inscrits au contrat de Prêt 147706.

Renaud PFEFFER, Maire, invite le conseil municipal à accorder sa garantie à hauteur de 50 % pour le remboursement des prêts pour un montant total de 5 619 910 €, prêts souscrits par l'Emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts pour financer l'opération Parc Saint Charles, avenue de Verdun un ensemble immobilier comprenant 11 PLUS, 10 PLAI et 20 PLS et d'accepter les caractéristiques des prêts consentis par la Caisse des Dépôts, de même que la garantie aux conditions suivantes : la garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale des contrats de Prêt et jusqu'au complet remboursement de ceux-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité. Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Le conseil municipal s'engage par ailleurs pendant toute la durée des contrats de Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci et autorise Monsieur Le Maire ou son représentant à intervenir aux contrats de Prêt qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et l'emprunteur.

**Délibération adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.**

**Délibération n° 47/23 : Demande de subvention Région Auvergne Rhône Alpes – Construction de 2 terrains connectés multisports de padel – badminton**

Renaud PFEFFER, Maire présente le rapport.

Il est exposé que la commune en partenariat avec le club de tennis de Mornant souhaite déposer une demande de subvention pour la réalisation de terrains multisports proposant la pratique de padel, badminton, ou tout autre sport affilié à la fédération française de tennis, à proximité des terrains de tennis existants et qui permettra au plus grand nombre de découvrir ces différentes disciplines.



Ce projet estimé à hauteur de 800 000 € fera l'objet d'un co-financement entre l'agence nationale du sport, la région Auvergne Rhône Alpes, la commune de Mornant et la Fédération Française de Tennis.

Il est proposé de solliciter la Région Auvergne Rhône Alpes pour une demande de subvention pour la réalisation de terrains multisports Padel, Badminton ou autre sport affilié à la Fédération Française de Tennis à hauteur de 150 000 €.

Renaud PFEFFER, Maire, invite le conseil municipal à valider le principe de demande de subvention à la Région Auvergne Rhône Alpes à hauteur de 150 000 € et déposer le dossier de demande de subvention.

**Délibération adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.**

**Délibération n° 48/23 : Demande de subvention à la Communauté de Communes du Pays Mornantais pour la végétalisation de la cour d'école Le Petit Prince**

Pascale DANIEL, Adjointe au Maire présente le rapport.

Il est exposé que, comme chaque année, la Communauté de Communes du pays Mornantais propose à ses communes membres des appels à projets afin de les aider à financer certains de leurs investissements.

Dans le cadre de son programme d'actions « Territoire engagé pour la nature » et de son programme de transition écologique, la COPAMO a décidé de lancer un appel à projets afin de financer des opérations de végétalisation des centres bourgs.

La commune a lancé un projet de végétalisation de la cour d'école élémentaire Le Petit Prince qui s'inscrit dans cet objectif de désimperméabilisation des sols et de végétalisation des espaces publics.

Il est ainsi proposé de solliciter la Communauté de Communes du Pays Mornantais pour une demande de subvention de 10 000 € pour le projet de végétalisation de la cour d'école élémentaire Le Petit Prince.

Renaud PFEFFER, Maire, invite le conseil municipal à valider le principe de demande de subvention à la Communauté de Commune du Pays Mornantais au titre de l'appel à projet « végétalisation des centres villages » et déposer le dossier de demande de subvention.

**Délibération adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.**

**Délibération n° 49/23 : Demande de subvention à la Communauté de Communes du Pays Mornantais pour la réalisation d'un cheminement modes doux, Chemin du stade**

Pascale DANIEL, Adjointe au Maire présente le rapport.

Il est exposé que, comme chaque année, la Communauté de Communes du pays Mornantais propose à ses communes membres des appels à projets afin de les aider à financer certains de leurs investissements.

Dans cette proposition, s'inscrit le soutien à la réalisation de projets de voirie « modes actifs ».

Chaque année la commune prévoit la réalisation de cheminement de modes doux sur l'ensemble du territoire afin de développer ce type de déplacements.



Il est ainsi proposé, de solliciter la Communauté de Communes du Pays Mornantais pour une demande de subvention de 25 000 € pour la réalisation du chemin du stade en modes doux dont le montant des travaux est de 150 000 € HT.

Renaud PFEFFER, Maire, invite le conseil municipal à valider le principe de demande de subvention à la Communauté de Commune du Pays Mornantais au titre de l'appel à projet « modes actifs » et déposer le dossier de demande de subvention.

### **Délibération adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.**

#### **Délibération n° 50/23 : Acquisition et implantation de nouvelles caméras de vidéosurveillance - Demande de subvention à la région Auvergne Rhône Alpes**

Sébastien PONCET, Conseiller municipal délégué présente le rapport.

Il est exposé que, la commune poursuit l'implantation de caméras de vidéosurveillance sur le territoire communal. Le coût du déploiement pour l'année 2023 est estimé à hauteur de 80 000€ HT (génie civil, fibre optique, équipements).

En 2023, il est prévu de déployer de nouvelles caméras sur l'ensemble du territoire communal dont :

- 1 caméra supplémentaire au gymnase de la Tannerie ;
- 1 caméra supplémentaire angle Avenue du Souvenir - rue des Verchères ;
- 1 caméra Avenue de Verdun - Chemin du Stade ;
- 1 caméra Chemin du Mayne.

Il est ainsi proposé, de solliciter la Région Auvergne Rhône Alpes pour une participation à l'investissement de caméras de vidéoprotection à hauteur de 50% à 80 % des dépenses, selon les emplacements définis.

Renaud PFEFFER, Maire invite le Conseil Municipal à solliciter la Région Auvergne Rhône Alpes pour une subvention à hauteur de 50% à 80 % des dépenses d'investissement en vue de la réalisation de ce projet pour l'acquisition de nouvelles caméras ;

### **Délibération adoptée à la majorité des membres présents et représentés, avec 4 votes contre.**

#### **Délibération n° 51/23 : Modification du tableau des effectifs**

Anne Catherine VALETTE, conseillère municipale déléguée présente le rapport.

Il est exposé que, conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant. Ainsi, il appartient au conseil municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services.

Par ailleurs, en cas de création, modification ou suppression d'emploi, le Comité Social Territorial est obligatoirement saisi pour avis.

Il est ainsi proposé, après avis du CST du 16 juin 2023 les modifications suivantes au tableau des effectifs :

**Filière Administrative**



| Dans le cadre de la politique RH, la commune souhaite promouvoir ses agents par le déroulé de leur avancement de carrière. |  |
|--|--|
| Suppression  | Création   |
| 1 adjoint administratif principal 2 <sup>nd</sup> e classe TC  | 1 Adjoint administratif principal 1 <sup>ère</sup> classe TC |

| <b>Filière Technique</b>   |   |
|--|---|
| Dans le cadre de la politique RH, la commune souhaite promouvoir ses agents par le déroulé de leur avancement de carrière. |   |
| Suppression  | Création  |
| 1 adjoint technique TC   | 1 adjoint technique principal 2 <sup>nd</sup> e classe TC |
| 1 agent de maîtrise TC   | 1 agent de maîtrise principal TC                          |

| <b>Filière Animation</b>   |  |
|--|--|
| Suite à la création d'un poste à mi-temps (17.30h) à la médiathèque, un agent du service périscolaire a souhaité rejoindre le service de la médiathèque.<br>Il convient donc de modifier le temps de travail de cet agent (actuellement 28h) pour le passer à 17.30h |  |
| Création   |  |
| 1 adjoint d'animation 17h30  |  |

Renaud PFEFFER, invite le Conseil Municipal à approuver la modification du tableau des effectifs.

**Délibération adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.**

### **Délibération n° 52/23 : Création d'un service de Police Municipale**

Renaud PFEFFER, Maire présente le rapport.

Il est exposé que, le Maire possède des pouvoirs de police étendus en matière de police administrative générale afin d'assurer, sur le territoire de la commune, la sécurité, la tranquillité et la salubrité publique. Il dispose également de certains pouvoirs de police spéciale dans des domaines particuliers. Le maire et ses adjoints ont également la qualité d'officier de police judiciaire.

Actuellement, au sein de la Commune de Mornant, le service Sécurité Publique exerce une partie des missions de police du maire. Ce service est composé d'un ASVP et d'un agent en charge de la gestion administrative du service, agréés par le procureur de la république et assermentés par le juge d'instance.

Il est ainsi proposé après avis du CST du 16 juin 2023 que la commune évolue ce service Sécurité Publique vers la création d'un service de police municipale.

En effet, la création d'une police municipale est autorisée, dans les communes comptant plus de 5000 habitants, par délibération du Conseil municipal.



En vertu de l'article L2212-5 du Code général des collectivités territoriales, les agents de police municipale, sans préjudice de la compétence sur le territoire de la gendarmerie nationale, exécutent, dans la limite de leurs attributions, les missions qui leur sont confiées par le maire en matière de prévention, de surveillance et d'intervention pour assurer le bon ordre, la tranquillité, la sécurité et la salubrité publiques.

A ce titre, ce service se verra confier les missions suivantes :

- La surveillance de l'espace public et des équipements municipaux,
- La prévention et la lutte contre les incivilités,
- La prévention, la surveillance et la répression des infractions au code de la route, notamment en matière de stationnement,
- La constatation et la verbalisation des contraventions aux arrêtés du maire, des infractions au code de l'environnement, etc.
- L'assistance des personnes les plus vulnérables, notamment les personnes âgées et les personnes handicapées,
- La gestion de l'occupation du domaine public,
- La police funéraire,
- La gestion des objets perdus,
- La présence aux commémorations et manifestations communales.

L'ambition de la commune est de faire de ce nouveau service une police « de proximité ».

Renaud PFEFFER, Maire invite le Conseil Municipal à approuver le projet de création d'une police municipale et l'autoriser ou son représentant à signer tout acte et document afférent à cette décision, notamment la sollicitation des habilitations, autorisations et assermentations nécessaires à l'exercice des missions confiées.

**Délibération adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.**

|  |
|--|
| <b>Délibération n° 53/23 : Création des emplois non permanents service périscolaire année scolaire 2023-2024</b> |
|--|

Anne Catherine VALETTE, conseillère municipale déléguée présente le rapport.

Il est exposé que, l'article 3 1° de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 mis à jour par la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012 entrée en vigueur le 14 mars 2012, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, autorise le recrutement d'agents non titulaires pour exercer des fonctions correspondant à un besoin temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois pendant une même période de dix-huit mois.

Comme chaque année, la direction enfance jeunesse établit ses besoins de personnel pour les temps d'accueils périscolaires municipaux en fonction des effectifs prévisionnels des enfants inscrits au sein des 2 écoles publiques, en tenant compte également des obligations réglementaires de taux d'encadrement prévu par les services de l'Etat.

Il est ainsi proposé, après avis du CST du 16 juin 2023 de créer les temps de travail suivants pour la période du 1<sup>er</sup> septembre 2023 au 5 juillet 2024 :

| <u>Grade</u>                  | <u>Temps de travail</u><br><u>Hebdomadaire par agent</u> |
|-------------------------------|--|
| <u>1 Adjoints d'animation</u> | <u>7h00</u>  |



|                        |  |
|------------------------|--|
| 7 Adjoints d'animation | <u>9h00</u>                                  |
| 1 Adjoints d'animation | <u>8h30</u>                                  |
| 1 Adjoint d'animation  | <u>17h00</u>                                 |
| 1 Adjoint d'animation  | <u>15h00</u>                                 |
| 1 Adjoint d'animation  | <u>15h30</u>                                 |
| 3 Adjoints d'animation | <u>16h30</u>                                 |
| 2 Adjoints d'animation | <u>20h00</u>                                 |
| 1 Adjoint technique    | <u>25h00 Remplaçant REMM +<br/>entretien</u> |
| 1 Adjoint d'animation  | <u>18h00 Remplaçant « maladies »</u>         |

Renaud PFEFFER, invite le Conseil Municipal à approuver la création d'emplois non permanents pour la direction 'Enfance-Jeunesse' pour l'année scolaire 2023-2024 ;

**Délibération adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.**

## COMMISSION SERVICES A LA POPULATION

### **Délibération n° 54/23 : Activité vélo à l'école élémentaire publique – Renouvellement partenariat avec Pôle cyclisme de St Etienne**

Dorothee RODRIGUES, Adjointe au Maire présente le rapport.

Il est exposé que l'école élémentaire, sous la responsabilité de leurs enseignants peuvent, dans le cadre de leurs séances régulières d'éducation physique et sportive, accéder à différentes pratiques sportives.

Dans le cadre de ces activités, la municipalité souhaite reconduire la formation au cyclisme dispensée aux enfants de l'école publique élémentaire « le Petit Prince ».

Le contenu des enseignements est défini en concertation avec les enseignants et les intervenants de « Pôle Cyclisme Rhône-Alpes », sur la base du programme ministériels d'éducation physique et sportive « Savoir Rouler à Vélo » et du projet d'école.

Ces interventions se dérouleront au Clos Fournereau et sur le parking Paul VERGUIN, par séance d'une heure par classe et par semaine, à partir du 4 septembre 2023 et jusqu'au 31 décembre 2023.

Elles seront complétées par une sortie d'une journée organisée dans le courant du 3<sup>ème</sup> trimestre 2024.

Le coût de cette prestation est de 3 030 €.

Il est ainsi proposé de dispenser ces formations par l'association « Pôle Cyclisme Rhône Alpes » en faveur des élèves de 3 classes de CE2 de l'école élémentaire publique de Mornant.

Renaud PFEFFER, Maire, invite le conseil municipal à approuver le projet de convention entre l'association « Pôle Cyclisme Rhône-Alpes » et la commune de Mornant.



## Délibération adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.

### Délibération n° 55/23 : Attribution de subventions spécifiques aux associations mornantaises

Pascale CHAPOT, 1ere Adjointe au Maire présente le rapport.

Il est exposé que, la ville de Mornant accompagne tout au long de l'année la centaine d'associations qui compose le tissu associatif local par la mise à disposition de locaux, de matériel pour leurs événements, sans oublier l'appui des services de la ville (services vie associative, technique, communication...).

Les associations souhaitant obtenir une subvention spécifique dans le cadre de projets envisagés pour l'année 2023 ont donc déposé un dossier auprès du service vie associative.

Il est ainsi proposé, les subventions aux associations suivantes :

| Association   | Avis de la commission | ELUS MEMBRES BUREAU OU CA                |
|---|-----------------------|--|
| Comité des fêtes<br><br>Lancement de la coupe du monde de rugby | 3000 €                | Pascale CHAPOT<br>Patricia BONNET-GONNET |
| FESTIDREAM<br>L'explosiv'festival                               | 4000 €                |  |

Laure PIQUERAS, Conseillère municipale questionne sur le montant de la subvention attribuée à l'association FESTIDREAM.

Monsieur le Maire rappelle qu'il s'agit de la 1ere édition, manifestation gratuite qui a rassemblé 10 000 personnes par soir. Événement réussi malgré quelques plaintes de voisinage ; manifestation proposant des animations diversifiées (feux d'artifice, jeux enfants...) ; public jeune.

Renaud PFEFFER, Maire invite le Conseil Municipal à approuver les subventions spécifiques aux associations détaillées ci-dessus au titre de l'année 2023.

**Délibération approuvée à la majorité des membres présents et représentés, avec 2 non-participations lors du vote relatif à l'attribution de la subvention spécifique au Comité des Fêtes et 4 abstentions lors du vote relatif à l'attribution de la subvention spécifique à FESTIDREAM.**

### Délibération n° 56/23 : Demande de subvention DRAC - Diagnostic/esquisse aqueduc romain du Gier

Alain DUTEL, Conseiller Municipal Délégué présente le rapport.

Il est exposé que, Mornant accueille sur son territoire une portion de l'aqueduc romain du Gier : 3 ponts et plusieurs tronçons sous terrains. Ces vestiges anciens sont fragiles et nécessitent des travaux de restauration.



Afin d'envisager et programmer les travaux nécessaires au maintien de l'ouvrage dans le temps, il est nécessaire de faire réaliser un diagnostic et une esquisse de restauration de l'ensemble de l'édifice, présent sur le territoire de la commune.

La Direction Régionale des Affaires Culturelles accompagne financièrement les collectivités pour la restauration de leur patrimoine, et les études peuvent être subventionnées à hauteur de 20 %.

Il est ainsi proposé, de solliciter une subvention de 2 544 € auprès de la DRAC sur un montant total de maîtrise d'œuvre de 12 720 €.

Renaud PFEFFER, Maire invite le Conseil Municipal à approuver le principe de la demande de subvention à la Direction Régionale des Affaires Culturelles et l'autoriser ou son représentant à signer tout document afférent à ce dossier permettant d'obtenir cette subvention.

**Délibération adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.**

## COMMISSION TECHNIQUE

### **Délibération n° 57/23 : Appel à Manifestation d'intérêt La Poste, choix du lauréat**

Gaël DOUARD, Adjoint au Maire présente le rapport.

Il est exposé qu'en juillet 2022, la commune de Mornant a lancé un Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) pour la réalisation d'une opération immobilière sur les parcelles communales BK 221 et BK 222, à savoir le terrain d'assise du bâtiment de la Poste et le terrain accueillant actuellement une ancienne clinique vétérinaire (désaffectée), à l'angle de l'avenue du Souvenir et de l'avenue de Verdun.

L'objectif pour la commune était de recevoir des candidatures proposant un projet innovant et pertinent, tant sur la programmation que sur la composition architecturale.

Située à proximité immédiate du centre bourg, et en périmètre monument historique, l'élaboration du cahier des charges et l'analyse des offres des candidats ont été réalisées en collaboration étroite avec l'Architecte des Bâtiments de France et le CAUE.

Sur le volet logements, il était notamment attendu la production de 22 à 25 logements dont 5 en accession abordable à destination des jeunes du territoire.

Une attention particulière a été portée à l'insertion urbaine du projet, afin de créer une articulation entre le bourg historique et l'avenue de Verdun.

L'AMI s'est déroulé en trois temps :

- Phase 1 : lancement de l'AMI et 1<sup>er</sup> rendu en juillet 2022. 15 équipes promoteurs/architectes ont fait part de leur intérêt pour le site, en proposant des ébauches de projets. A l'issue de cette 1<sup>ère</sup> phase, 8 promoteurs ont été retenus par le jury en octobre 2022.
  - Phase 2 : les équipes retenues ont été invitées à produire une esquisse de projet, qu'elles ont eu l'occasion de défendre lors d'auditions en mairie en décembre 2022.
- A l'issue de cette phase, 3 candidats ont été retenus pour la phase finale en janvier 2023.



- Phase 3 : Les finalistes ont été invités à affiner leur projet, et réaliser une maquette en vue de permettre au jury d'apprécier l'insertion urbaine du projet. Le rendu final est intervenu en avril 2023. Les finalistes ont eu l'occasion de défendre leur projet auprès du jury en mai 2023.

Il est ainsi proposé, le projet porté par l'équipe LINEA CONSTRUCTION et l'ATELIER THIERRY ROCHE, en vue de permettre la réalisation de l'opération proposée sur les parcelles BK 221 et BK 222, composée de 22 logements comprenant 5 logements en accession abordable, 44 places de stationnement en sous-sol ainsi que des rez-de-chaussée commerciaux sur l'ensemble de l'opération.

Ont retenu l'attention du jury :

- La composition architecturale du projet, et notamment l'accroche avec le bâtiment de la Poste,
- Le traitement du cœur d'îlot, offrant un espace végétalisé et apaisé en centre-ville,
- La programmation, avec l'intégralité des rez-de-chaussée dédiée à de nouveaux locaux commerciaux, et une offre de logements pertinente composée de 8 T2, 11 T3 et 3 T4, soient 22 logements, dont 3 T2 et 2 T3 destinés à l'accession abordable,
- L'offre financière de 875 000 € faite à la commune, mais également les prix de commercialisation des logements, en phase avec le marché actuel.

Anne BLANCHET questionne sur le bail réel solidaire, discuté en commission Technique. Monsieur le Maire rappelle que cela signifie l'absence de spéculation sur l'achat. La commune réfléchit à un dispositif unique pour accompagner les jeunes dans l'investissement et accès à la propriété.

Renaud PFEFFER, Maire invite le Conseil Municipal à approuver le choix de l'équipe LINEA CONSTRUCTION/ ATELIER THIERRY ROCHE comme lauréat de l'AMI LA POSTE.

**Délibération adoptée à la majorité des membres présents, moins 4 abstentions.**

|   |
|---|
| <b>Délibération n° 58/23 : Cession des parcelles BK 221 et BK 222, angle avenue du Souvenir et avenue de Verdun (îlot la Poste)</b> |
|---|

Gaël DOUARD, Adjoint au Maire présente le rapport.

Il est exposé que, suite à l'attribution de l'Appel à Manifestation d'intérêt au projet de LINEA CONSTRUCTION, il s'agit de céder les parcelles BK 221 ET BK 222 pour la somme de 875 000 € au profit de ce promoteur immobilier, suite à son offre en date du 16 mai 2023.

Cette offre est en phase avec l'évaluation du service France Domaine en date du 17 octobre 2022, avec une estimation à 460€/ m2 de SDP construite. L'offre de LINEA s'élève à 448€/m2 de SDP construite, avec une offre à 875 000€ pour 1950 m2 de SDP construite.

Il est ainsi, proposé d'approuver la cession des parcelles BK 221 et BK 222 au promoteur LINEA CONSTRUCTION en vue de la construction d'un projet immobilier de 22 logements comprenant 5 logements en accession abordable, 44 places de stationnement en sous-sol ainsi que des rez-de-chaussée commerciaux sur l'ensemble de l'opération pour un montant de 875 000€. Les frais de notaires restent à la charge de l'acquéreur.



L'acte authentique constatant la réalisation de la vente sera reçu par l'étude de Maître Caroline PRUD'HOMME FELLENS, 2A boulevard André LASSAGNE à Brignais.

Le planning prévisionnel de l'opération est le suivant :

- Promesse de vente : juin 2023
- Dépôt du permis de construire : juillet 2023
- Accord du permis de construire : novembre 2023
- Purges des recours : février 2024
- Vente définitive : mars 2024
- Début commercialisation : février 2024
- Démarrage travaux : juin 2024
- Livraison : janvier 2026

Renaud PFEFFER, Maire invite le Conseil Municipal à céder les parcelles BK 221 et BK 222 au promoteur LINEA CONSTRUCTION pour la somme de 875 000 € et l'autoriser ou son représentant, à signer le compromis ou la promesse de vente, l'acte authentique de vente toutes les pièces afférentes à ce dossier.

**Délibération adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.**

#### **Délibération n° 59/23 : Approbation des règlements d'aides à l'amélioration de l'Habitat privé**

Gaël DOUARD, Adjoint au Maire présente le rapport.

Il est exposé que, la Communauté de Communes du Pays Mornantais (COPAMO) a approuvé son 3<sup>ème</sup> Programme Local de l'Habitat (PLH) en janvier 2023. Une des orientations de ce PLH est de « Favoriser la qualité de vie et d'habiter ».

Depuis 2008, si la majorité des réhabilitations du parc de logement est réalisée au fur et à mesure des mises en vente, grâce à un marché dynamique, elle est aussi favorisée par les aides proposées dans le cadre des opérations d'amélioration de l'Habitat successives.

Depuis 2018, dans le cadre du l'OPAH-RU, les communes se sont, à leur tour, engagées financièrement au côté de la COPAMO pour le financement de travaux d'amélioration de l'Habitat privé, dans le cadre d'un règlement d'intervention commun.

Malgré la fin du dispositif conventionnel signé avec l'Agence National de l'Habitat, l'OPAH-RU, et en attendant le résultat des études sur le type de dispositif à mettre en place, la COPAMO et les communes souhaitent poursuivre leurs aides financières aux travaux.

L'accompagnement des habitants sur leur projet de travaux sera toujours réalisé par l'ALTE 69 et SOLIHA en fonction de l'objet des travaux et du niveau de ressources des ménages.

Il est ainsi proposé, que la commune de Mornant souhaite poursuivre dans les mêmes termes les aides préalablement délivrées :

- L'aide aux travaux d'adaptation à la perte de mobilité des logements,
- L'aide aux travaux de rénovation énergétique,
- L'aide à la création de logements à loyers conventionnés.

Renaud PFEFFER invite le Conseil Municipal à supprimer les règlements suivants :



- Règlement d'attribution d'aides à la production de logement conventionnés ;
- Règlement d'attribution d'aide de solidarité écologique ;
- Règlement d'attribution d'aide à l'adaptation des logements à la perte de mobilité ;

Et approuver les nouveaux règlements à compter du 12 septembre 2023 :

- Nouveau règlement d'attribution d'aides à la production de logement conventionnés ;
- Nouveau règlement d'attribution d'aides à l'adaptation des logements à la perte de mobilité ;
- Nouveau règlement d'attribution de la subvention liée à la rénovation énergétique des logements ;

**Délibération adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.**

**Délibération n° 60/23 : Attribution d'une aide aux travaux de rénovation de façade dans le cadre de l'opération façade à Monsieur BAILLY Pierre**

Gaël DOUARD, Adjoint au Maire présente le rapport.

Il est exposé que, par la délibération n°80/18 du 1er octobre 2018, la commune a approuvé la mise en place d'une opération Façade pour la valorisation et la revitalisation du centre-bourg.

Le règlement définit trois zones avec trois niveaux de subventions :

- Zone 1 : les abords immédiats de l'église St Pierre, avec des travaux subventionnables à hauteur de 40% du coût TTC des travaux subventionnables, plafonné à 15 000€ ;
- Zone 2 : le bourg historique, avec des travaux subventionnables à hauteur de 30% du coût TTC des travaux subventionnables, plafonné à 15 000€ ;
- Zone 3 : les secteurs périphériques, avec des travaux subventionnables à hauteur de 20% du coût TTC des travaux subventionnables, plafonné à 15 000€.

Dans ce cadre, Monsieur BAILLY Pierre, propriétaire de la maison située 1 chemin de la Salette à Mornant, sollicite une subvention de la commune pour des travaux de rénovation de sa façade est.

Monsieur BAILLY a déposé une demande de déclaration préalable 069 141 22 000 86 ayant fait l'objet d'une non-opposition le 14 juin 2022.

Située en zone 3, ces travaux sont subventionnables à hauteur de 20% du coût total des travaux, plafonné à 15 000€ TTC.

Ces travaux répondent aux caractéristiques d'éligibilité définies par la commune.

Il est ainsi proposé une subvention de 990 € basée sur devis d'un montant de 4 950 € TTC de l'entreprise SARICA PRO FACADES en date du 04/05/2022.

Renaud PFEFFER, Maire invite le Conseil Municipal à attribuer une subvention à M. BAILLY Pierre d'un montant de 990€ dans le cadre de travaux de rénovation de la façade du 1 chemin de la Salette à Mornant.

**Délibération adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.**



**Délibération n° 61/23 : Attribution d'une aide aux travaux de rénovation de menuiseries dans le cadre de l'opération façade à Madame OLTRA Anne Laurence**

Gaël DOUARD, Adjoint au Maire présente le rapport.

Il est exposé que, par la délibération n°80/18 du 1er octobre 2018, la commune a approuvé la mise en place d'une opération Façade pour la valorisation et la revitalisation du centre-bourg.

Le règlement définit trois zones avec trois niveaux de subventions :

- Zone 1 : les abords immédiats de l'église St Pierre, avec des travaux subventionnables à hauteur de 40% du coût TTC des travaux subventionnables, plafonné à 15 000€ ;
- Zone 2 : le bourg historique, avec des travaux subventionnables à hauteur de 30% du coût TTC des travaux subventionnables, plafonné à 15 000€ ;
- Zone 3 : les secteurs périphériques, avec des travaux subventionnables à hauteur de 20% du coût TTC des travaux subventionnables, plafonné à 15 000€.

Dans ce cadre, Mme OLTRA Anne Laurence, propriétaire de la maison située 8 rue Chambry à Mornant, sollicite une subvention de la commune pour des travaux de rénovation de ses menuiseries (fenêtres, volets, passe de toit, porte de garage).

Mme OLTRA a déposé une demande de déclaration préalable 069 141 23 000 52 ayant fait l'objet d'un avis favorable de l'Architecte des Bâtiments de France et d'une non-opposition le 22 mai 2023.

Située en zone 2, ces travaux sont subventionnables à hauteur de 30% du coût total des travaux, plafonné à 15 000€ TTC.

Il est ainsi proposé une subvention de 4500€ basée sur devis d'un montant de 18 972.80€ TTC de l'entreprise CONCEPT'E'BAT en date du 09/03/2023.

Renaud PFEFFER, Maire invite le Conseil Municipal à attribuer une subvention à Madame OLTRA Anne Laurence d'un montant de 4 500€ dans le cadre de travaux de rénovation des menuiseries du 8 rue Chambry à Mornant.

**Délibération adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés, moins une non-participation.**

**Délibération n° 62/23 : Attribution d'une aide aux travaux de rénovation de façade dans le cadre de l'opération façade à Monsieur PIRAS Hervé**

Gaël DOUARD, Adjoint au Maire présente le rapport.

Il est exposé que, par la délibération n°80/18 du 1er octobre 2018, la commune a approuvé la mise en place d'une opération façade pour la valorisation et la revitalisation du centre-bourg.

Le règlement définit trois zones avec trois niveaux de subventions :

- Zone 1 : les abords immédiats de l'église St Pierre, avec des travaux subventionnables à hauteur de 40% du coût TTC des travaux subventionnables, plafonné à 15 000€ ;



- Zone 2 : le bourg historique, avec des travaux subventionnables à hauteur de 30% du coût TTC des travaux subventionnables, plafonné à 15 000€ ;
- Zone 3 : les secteurs périphériques, avec des travaux subventionnables à hauteur de 20% du coût TTC des travaux subventionnables, plafonné à 15 000€.

Dans ce cadre, Monsieur PIRAS Hervé, propriétaire de la maison située 5 rue Victor Hugo à Mornant, sollicite une subvention de la commune pour des travaux de rénovation de sa façade (enduit à la chaux).

Monsieur PIRAS a déposé une demande de déclaration préalable 069 141 23 000 30 ayant fait l'objet d'un avis favorable de l'Architecte des Bâtiments de France et d'une non-opposition le 28 mars 2023.

Située en zone 2, ces travaux sont subventionnables à hauteur de 30% du coût total des travaux, plafonné à 15 000€ TTC.

Il est ainsi proposé une subvention à 2 220€ basée sur devis d'un montant de 7 400€ TTC de l'entreprise RD FACADES en date du 12/04/2023.

Renaud PFEFFER, Maire invite le Conseil Municipal à attribuer une subvention à Monsieur PIRAS Hervé d'un montant de 2 220€ dans le cadre de travaux de rénovation de la façade du 5 rue Victor Hugo à Mornant.

#### **Délibération adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.**

**Délibération n° 63/23 / Attribution d'une aide aux travaux d'adaptation dans le cadre de l'Opération programmée d'amélioration de l'habitat et de renouvellement urbain (OPAH-RU) à Monsieur BLANC Jean**

Gaël DOUARD, Adjoint au Maire présente le rapport.

Il est exposé que, dans le cadre du Programme Local de l'Habitat du Pays Mornantais, une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat et de renouvellement urbain (OPAH-RU) a été lancée avec la collaboration des communes de Mornant et Soucieu en Jarrest.

Cette OPAH-RU a pour objectif d'aider les propriétaires occupants et les propriétaires bailleurs à réhabiliter leur logement grâce à des aides financières spécifiques de la COPAMO, des communes, et de l'Agence Nationale de l'Habitat (Anah).

Depuis le 11 septembre 2018, la Convention d'OPAH-RU signée par l'ensemble des partenaires est effective sur le territoire de la commune de Mornant.

L'association SOLIHA est chargée du suivi-animation du dispositif. Elle détermine l'éligibilité des dossiers et le montant des travaux subventionnables par l'ANAH.

La commune de Mornant attribue une aide de 20% du montant des travaux subventionnables plafonné à 20 000 € HT. La COPAMO attribue une aide de 20% du montant des travaux plafonné à 20 000 € HT. Dans le cas de travaux portant sur l'adaptation du logement au vieillissement, la CARSAT peut également attribuer une subvention.



Il est ainsi proposé d'attribuer une subvention de à M. BLANC Jean, pour des travaux d'adaptation de son logement d'un montant subventionnable des différents financeurs de 19 790.39 € HT (montant défini par l'ANAH) sur un montant total des dépenses de 19 790.39 € HT.

Les travaux envisagés sont les suivants : Isolation des combles, dépose d'une chaudière gaz et pose d'une Pompe A Chaleur (PAC) air/eau.

Renaud PFEFFER, Maire invite le Conseil Municipal à attribuer une subvention d'un montant de 3 958 € à Monsieur Jean BLANC, dans le cadre de travaux d'amélioration des performances énergétiques de leur logement 15 rue de l'Abbaye à Mornant.

**Délibération adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.**

**Délibération n° 64/23 : Convention opérationnelle EPORA 10 rue Joseph VENET, propriété ARBAOUI, parcelle BI 121**

Gaël DOUARD, Adjoint au Maire présente le rapport.

Il est exposé que, l'immeuble situé 10 rue Joseph Venet à Mornant a été repéré dans le cadre de l'étude d'OPAH-RU pilotée par la COPAMO, pour sa vacance, un défaut d'entretien et des désordres structurels apparents au niveau du gros œuvre.

Suite au décès du dernier propriétaire en 2007, M. ARBAOUI Messaoud, la succession n'a jamais été réclamée, la commune a lancé une procédure d'abandon manifeste de ce bien en 2019.

La commune a co-signé avec l'EPORA et la COPAMO en mai 2023 une convention de veille et stratégie foncière ayant pour objet de déterminer les modalités de coopération pour la mise en œuvre d'une stratégie foncière et assurer une veille foncière sur le territoire communal.

Cette convention prévoit que les opérations d'aménagement à court terme nécessiteront une convention opérationnelle.

Il est ainsi proposé afin de poursuivre la procédure d'abandon manifeste du 10 rue Joseph Venet, et permettre le portage de ce bien par l'EPORA, une convention opérationnelle. Une fois le bien acquis par l'EPORA, un opérateur sera recherché afin de réhabiliter le bien en vue de produire 2 à 3 logements.

Renaud PFEFFER, Maire invite le Conseil Municipal à autoriser le Maire à signer la convention opérationnelle tripartite Commune de Mornant/ COPAMO / EPORA et toutes pièces y étant relatives

**Délibération adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.**

**Délibération n° 65/23 : Aide à l'acquisition de récupérateurs d'eau**

Gaël DOUARD, Adjoint au Maire présente le rapport.



Il est exposé que, afin de contribuer à répondre aux enjeux liés à la protection de l'environnement et à la préservation des ressources naturelles, et notamment de l'eau, la commune souhaite continuer à sensibiliser et mettre en place des dispositifs d'accompagnement à cette démarche de développement durable auprès du plus grand nombre.

Cette opération a pour but de :

- Soutenir une dynamique « individuelle » en matière de gestion raisonnée de la ressource en eau ;
- Aider et inciter les particuliers à maîtriser leurs dépenses en eau ;
- Aider à adapter nos comportements au changement climatique.

L'aide portera sur un récupérateur d'eau de 300 litres minimum.

L'attribution de l'aide sera subordonnée à la production de l'intégralité des pièces suivantes :

- Le formulaire d'aide à l'achat dûment complété et signé
- La facture d'achat originale précisant : le matériel acheté (nature du produit), son coût et la date d'achat ;
- Un justificatif de domicile datant de moins de 3 mois (facture d'électricité, d'eau, de téléphonie...) au nom du demandeur ;
- Un relevé d'identité bancaire au nom du demandeur

Cette aide sera attribuée à toute demande individuelle soit par un particulier, une association, un commerce ou une entreprise à hauteur de 50 % avec un plafond de 50 € maximum.

Il est ainsi proposé de participer à l'acquisition de récupérateurs d'eau individuels en apportant une aide financière à cette acquisition.

Renaud PFEFFER, Maire invite le Conseil Municipal à valider cette proposition et le montant de la participation communale sur le financement de récupérateurs d'eau.

**Délibération adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.**

**Délibération n° 66/23 : Contribution financière pour une extension du réseau public d'extension du réseau public de distribution d'électricité, permis de construire PC 069 141 21 000 20**

Gaël DOUARD, Adjoint au Maire présente le rapport.

Il est exposé que, la Commune a accordé le 20 décembre 2021 le permis de construire PC 069 141 21 000 20 pour la construction de 3 bâtiments comportant 18 logements au 15 rue Victor HUGO au bénéfice de PRODEXIA.

ENEDIS a instruit cette demande dans l'hypothèse d'une puissance de raccordement de 234 KVA triphasé et a informé la commune qu'une extension du réseau public d'alimentation électrique serait nécessaire avec une prise en charge financière par la commune conformément à l'article L 332-15 du code de l'urbanisme.



Le montant de la contribution de la commune pour ces travaux d'extension du réseau électrique, hors du terrain d'assiette de l'opération, est de 19 663.37€ TTC.

Lors de l'instruction du permis de construire, le promoteur PRODEXIA, représenté par M. PIRONNEAU, s'est engagé à prendre à sa charge les travaux de raccordement du réseau électrique en procédant à un remboursement des frais engagés par la commune.

Il est ainsi proposé après accord de toutes les parties, de prendre en charge les dépenses des travaux d'extension du réseau d'électricité et de demander à PRODEXIA le remboursement de ce montant.

Renaud PFEFFER, Maire invite le Conseil Municipal à approuver le versement de cette contribution à la société ENEDIS et de l'autoriser ou son représentant à signer la contribution financière pour l'extension du réseau public de distribution d'électricité suite à la délivrance du PC 069 141 21 000 20, ainsi que l'ordre de service qui sera établi pour le lancement des travaux de même que de procéder à la demande de remboursement des frais avancés auprès du promoteur PRODEXIA.

**Délibération adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.**

|  |
|--|
| <b>Délibération n° 67/23 : Approbation du règlement d'occupation du domaine public</b> |
|--|

Loïc BIOT, Adjoint au Maire présente le rapport.

Il est exposé que, les demandes d'occupation du domaine public sont de plus en plus fréquentes et diversifiées. Elles concernent l'occupation temporaire du domaine public et nécessitent une autorisation auprès de la commune.

L'occupation du domaine public est soumise à une redevance.

Sont considérées comme occupation du domaine public, hors marchés forains :

- Commerces ambulants,
- Terrasses,
- Ravalement de façade (installation d'échafaudage ou de palissade),
- Stationnement provisoire de baraque de chantier, d'un bureau de vente,
- Etals, bacs, panneaux publicitaires,

Tout usager peut engager cette démarche : particulier, concessionnaire de service public, commerces, associations, maître d'œuvre ou conducteur de travaux, entreprise de BTP, etc.

Le règlement d'occupation du domaine public précise les règles générales et fixe les conditions d'occupation.

Il est ainsi, proposé un règlement d'occupation du domaine public, hors marchés forains qui a son propre règlement et des tarifs d'occupation du domaine public en adéquation avec ce même règlement.

Soit à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2023 les tarifs suivants :

- Terrasse : forfait annuel de 400 €



- Installation de benne, échafaudage ou palissade : 10 € /jour
- Camion ambulant (hors restauration rapide) : 50 € / jour
- Camion ambulant de restauration rapide : 5 €/ jour
- Cirque, théâtre ambulant : 30 € / jour
- Emplacements Vogue :
  - <20m<sup>2</sup> 50 €
  - 20 à 49m<sup>2</sup> 60 €
  - 50 à 79m<sup>2</sup> 70 €
  - 80 à 119m<sup>2</sup> 90 €
  - >150m<sup>2</sup> 110 €
- Bureau de vente : 50 € / mois / bureau de vente
- Mobilier (étal, tourniquet, chevalet...) : 1 € le ml / jour

Renaud PFEFFER, Maire invite le Conseil Municipal à approuver le règlement d'occupation du domaine public, de créer des nouveaux tarifs d'occupation du domaine public et les inscrire au tableau des tarifs 2023 de la commune.

**Délibération adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.**

Fin de la séance : 21h35

Mornant, le 3 juillet 2023

Patricia BONNET GONNET,  
Conseillère Municipale Déléguée,

Secrétaire de séance,



Renaud PFEFFER  
Maire,

Président de séance,

